

Financement

Les nouvelles autorités étatiques sont en train de manœuvrer pour résoudre les difficiles problèmes économiques et financières que traverse le Sénégal. Elles posent des stratégies pour renflouer les caisses de l'Etat afin de répondre, au plus vite, aux préoccupations des populations. Le Sénégal vient ainsi de conclure, en marge des Assemblées annuelles 2025 de la Banque islamique de développement à Alger, un accord-cadre de 2 milliards d'Euros sur cinq ans, équivalent à environ 1 311,914 milliards de FCfa avec l'International Islamic Trade Finance Corporation (Itfc). L'accord a été signé par le ministre de l'Economie, Abdourahmane Sarr, et le Président-Directeur général (Pdg) de l'Itfc, Adeb Yousof Al-Aama. Ce partenariat stratégique vise à financer des projets prioritaires dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'énergie et du développement du secteur privé.

Avoirs criminels

L'Office national de recouvrement des avoirs criminels (Onrac) a recouvré plus de 35 milliards de FCfa entre 2022 et 2025, a fait savoir hier, son Directeur général, le magistrat Mor Ndiaye. Il a donné cette information lors d'un atelier national de sensibilisation et de plaidoyer des Organisations de la société civile (Osc) sur le recouvrement et la gestion des avoirs au Sénégal. Le Dg de l'Onrac a rappelé que les avoirs criminels sont tous les avoirs saisis, confisqués dans le cadre d'une procédure pénale. Concernant les difficultés à recouvrer les avoirs criminels, surtout ceux logés à l'étranger, il a expliqué qu'il y a des bases de données qui permettent d'avoir ces informations. «Il y a une panoplie de dispo-

sitifs qui est mise en place et qui permet justement à nos acteurs qui sont impliqués de procéder au recouvrement des avoirs sur le plan international. Je dis très souvent qu'il est plus facile d'aller toucher et d'avoir les informations sur le plan international, parce que dans la plupart de ces pays, il y a tout un dispositif de traçage», a dit M. Ndiaye.

Guédiawaye

Au quartier Doro Aw de la commune de Sahm Notaire à Guédiawaye, un conflit oppose des jeunes de la localité à un promoteur immobilier, soutenu par le gestionnaire du centre Club Unesco Martin Luther King. Quatre membres de l'Ascal, Jappo Sahm, ont été convoqués au commissariat central de Guédiawaye suite à une plainte du gestionnaire F. Gomis. Les jeunes, appuyés par les notables, rejettent un projet de transformation du site en piscine et auberge, estimant qu'il doit conserver sa vocation éducative. Le terrain, affecté à l'origine au ministère de l'Éducation, est, selon eux, destiné à accueillir un lycée ou un centre de formation. Ils appellent l'État à intervenir pour stopper ce qu'ils considèrent comme une tentative de privatisation d'un bien public.

Déménagement

A Ziguinchor hier, Yassine Fall, ministre de l'Intégration africaine et des Affaires étrangères, a lancé le projet de «déménagement pour le développement en Casamance» devant permettre de dépolluer une superficie de 69 596 mètres carrés. Ce projet d'une valeur de plus de 580 millions de FCfa (un million de Dollars américains), est entièrement financé par le gouvernement indien par l'intermédiaire du fonds Inde-Nations Unies pour le partenariat au développement. Durant son séjour à Ziguinchor, Mme le ministre a également assisté à la signature de la convention de financement du projet. La cérémonie s'est tenue en présence de l'ambassadeur de l'Inde, Dinkar Athana, de la coordonnatrice résidente des Nations Unies au Sénégal, Annanata Maïga, et du Gouverneur de Ziguinchor, Mor Falla Tine. Mme Fall a signalé qu'à travers son soutien, l'Inde contribue à la sécurité des populations de la Casamance. «Aujourd'hui, nous posons un jalon essentiel dans le processus de reconstruction de la Casamance, qui est un pommier de l'urgence économique du Sénégal», a-t-elle dit. Pour elle, le projet présente une étape cruciale dans la réhabilitation de la Casamance, permettant de résoudre les problèmes de sécurité immédiats et restaurer la dignité et la stabilité économique des communautés affectées.

Dialogue nationale

Dr Cheikh Guèye, facilitateur général du Dialogue national sur le système politique, est en train d'accélérer les choses pour la bonne tenue de cet événement. Il travaille à ce que toutes les conditions soient réunies pour la réussite du dialogue. C'est dans ce sens qu'il a entamé une tournée nationale de consultations auprès des principales autorités religieuses du pays. Il a rencontré plusieurs guides religieux de la région de Thiès, en prélude à ces consultations prévues le 28 mai. «Ce Dialogue politique est organisé à un moment clé de la vie de notre Nation», a indiqué M. Guèye. Il souligne que tous les chefs religieux doivent être mis à

contribution dans le cadre de ce dialogue. M. Guèye dit avoir rencontré Serigne Moumouni Ndiéguène à Thiès, ainsi que le Khalife général de Thiénaba et le représentant du Khalife général de Ndassane, pour «échanger, avec eux, sur les termes de référence du dialogue, les enjeux, mais aussi sur la démarche du dialogue». Dr Cheikh Guèye s'est ensuite rendu à Touba, où il a été reçu par Serigne Moumtakha Mbacké, Khalife général des mourides. Il a relevé que les organisateurs ont voulu introduire une rupture dans la conduite des échanges, en impliquant les guides religieux dans l'ouverture et le déroulement des travaux du dialogue. Car, l'objectif visé par le dialogue est qu'il produise une certaine stabilité politique pendant de très longues années au Sénégal.

Vih-Sida

Au Sénégal, des progrès importants sont faits en matière de lutte contre le Vih-Sida. Dr Saffetou Thiam, Secrétaire exécutive du Conseil national de lutte contre le Sida (Cnls), a révélé une tendance baissière des nouvelles infections au Vih-Sida et des décès directement liés à l'accès au traitement. Aujourd'hui, apprend-elle, au Sénégal, 93% des personnes qui vivent avec le Vih ont accès à un traitement gratuit. Ce qui a permis d'avoir un bon résultat dans la lutte contre le Vih. Seulement, précise Dr Saffetou Thiam, «les nouvelles infections baissent au Sénégal, sauf dans la tranche des jeunes de 15 à 34 ans. Elle s'exprimait lors d'un atelier de plaidoyer et de sensibilisation des acteurs de la chaîne pénale sur les services de Vih liés aux droits humains. Malgré les efforts, elle souligne l'existence de barrières liées à la stigmatisation, à la discrimination, qui font que certaines personnes atteintes du Vih redoutent d'aller dans les services de santé. «Il faut sensibiliser les populations pour qu'elles aient un comportement correct avec les personnes ayant le Vih», a conseillé le magistrat Julien Ngane Ndour, Directeur des droits humains au ministère de la Justice.

Saisie

Les éléments de la Brigade du Commissariat spécial du Port viennent de mettre hors état de nuire une bande de malfaiteurs qui s'activait dans la vente de denrées alimentaires prohibées. Ces malfaiteurs ont été appréhendés au large de la Sonone (département de Mbour) à bord de leur pirogue transportant jusqu'à Dakar une contrebande de denrées alimentaires. Dans la nuit du dimanche 18 au lundi 19 mai 2025, au cours d'une patrouille, les limiers de la Brigade fluvio-maritime du Commissariat spécial du Port vont interpellé un groupe de huit (08) malfaiteurs qui effectuaient un voyage à bord de leur pirogue dénommée «Seydina Mouhamed».

Saisie (Bis)

En possession d'une forte quantité de denrées alimentaires qu'ils ont minutieusement superposées dans leur pirogue, la bande est nuitamment arrêtée par les forces de l'ordre pour un contrôle de routine. Conduite jusqu'à la Base navale de la Marine nationale, la vérification de l'adite pirogue a permis aux forces de l'ordre, le lendemain aux environs de 13H, de constater que la pirogue contenait une marchandise impropre à la consommation, constituée de 837 caisses de poulets de plus de 6 tonnes, 3 sacs de sucre et un bidon de 20 litres d'huile. Interpellé au poste de police sur la provenance de la marchandise, l'un des capitaines de la pirogue renseigne

que l'adite marchandise provient de la Gambie et devait être vendue à Thiarye-sur-mer. Les malfaiteurs ont été placés en garde à vue et la cargaison mise à la disposition du Parc Hann pour les nécessités de stockage.

Sécurité

Les causes de l'insécurité au Sénégal, bien que pouvant varier en intensité selon les contextes régionaux, traduisent des dynamiques structurelles nécessitant une approche globale et coordonnée. Elles sont multiformes et interdépendantes, variant selon les spécificités de chaque zone géographique. C'est ce qu'a fait savoir hier, le Général de Brigade Jean Diémé, Directeur général du Centre des hautes études de défense et de sécurité (Cheds), à l'ouverture du séminaire national de restitution marquant la fin de la phase pilote du Programme collectives territoriales, défense, sécurité et paix (Peldsp), fruit d'un partenariat fécond avec la Fondation Konrad Adenauer (Fka). Pour le Général Diémé, les causes de l'insécurité englobent des facteurs transfrontaliers, socio-économiques, liés à la jeunesse, à la gouvernance, à l'environnement et à des conflits spécifiques. C'est pourquoi, dit-il, une approche globale et multisectorielle est nécessaire pour répondre efficacement aux défis. Il précise que seule une approche multisectorielle et inclusive est à même de contenir les menaces qui guettent le Sénégal. A travers différents séminaires, les participants, qu'ils soient issus des Forces de défense et de sécurité, des Collectivités territoriales ou de la Société civile, ont fait de pertinentes recommandations allant dans le sens d'une co-production responsable de la sécurité de nos territoires.

Pr Awa Marie Coll Seck

Hier, lors de la 78^e Assemblée mondiale de la Santé, le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (Oms), Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a décerné le prix pour la santé mondiale "Award of excellence" (Prix de l'excellence) à la Professeure Awa Marie Coll Seck, en reconnaissance de ses réalisations exceptionnelles dans la lutte contre le paludisme et le renforcement des systèmes de santé en Afrique. Pour le patron de l'Oms, "en tant que ministre de la Santé du Sénégal (de 2001 à 2003, puis de 2012 à 2017), la Professeure Coll Seck a conduit des réformes majeures, élargi l'accès universel aux soins et intégré des programmes de contrôle des maladies". De 2004 à 2011, elle a occupé le poste de Directrice exécutive du partenariat Roll Back Malaria, mobilisant un engagement politique fort pour accélérer les interventions contre le paludisme dans les pays à faible revenu. Ses contributions scientifiques, notamment à travers de nombreuses publications, ont enrichi la recherche sur les maladies infectieuses. Le "Award of excellence" est l'une des plus hautes distinctions symboliques de l'Oms qui honore des carrières "exceptionnelles souvent pionnières" ayant un impact international. Ce prix honorifique pour l'ensemble de sa carrière célèbre une vie dédiée à améliorer la santé mondiale, en particulier en Afrique, où son impact continue d'inspirer. Pour elle, ce prix symbolise la confiance en ses valeurs : la solidarité entre les peuples, la science au service de l'humanité et le leadership des femmes dans les systèmes de santé.

Quotidien d'informations générales
édité par le Groupe Futurs Médias
Rue 15 X Corniche Médina - Tél : 33 899 33 50
e-mail : jobs3@yahoo.fr
redactionjobs@gmail.com

• **Directeur de la Publication :**
Pape Sambaré Ndour

• **Directeur de la Rédaction :** Salidou Backou
• **Directeur Technique :** Maïssa Sarr

• **Rédactrice en Chef :** Ndiaye Fatou Seck
• **Rédactrice en Chef Adjointe, en charge du Desk People :** Maria Dominica T. Diédhiou

• **Chief d'édition :** Mamadou Seck

• **Chief d'édition adjoint :** Mathieu Bacaly

• **Secrétaire général :** Makhaly Ndiack Ndiaye
• **Secrétaire général adjoint en charge du Desk Sports :** Idrissa Sané

• **Médiateur de la Rédaction en charge des questions judiciaires :** Abdoulaye Diédhiou

• **Chief Desk Actualité :** Codou Badiane
• **Chief Desk Actualité adjoint :** Fallou Faye
• **Chief Desk Société, Enquêtes & Grands reportages :** Aicha Fall
• **Grands Reporters au desk Actualité :** Sophie Barro, Adama Dieng
• **Chief Desk Tech et Parc Informatique :** Ely Manel Sall
• **Chief de Desk Photographie :** Adama Doucoure
• **Chief Service Documentation/Archives et Assistant du Dirpub :** Namory BARRY

Impression : Futurs Médias
Distribution : l'Observateur
Service commercial : Tél : 33 849 16 12
pubjobs@gmail.com